



SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021 DECISION N° 2021-020- DB

Date d'affichage : 18 février 2021	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	Membres présents en séance :
En exercice : 52	Présents : (43)
Quorum : 27	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Présents: 43	Excusé(s) : (4)
Excusé(s) : 4	Eric MOUSSERION, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX
dont pouvoir(s) : 1	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)
Absent(s) : 5	Benoît LEDOUX à Jackie GOULET
Nombre de votants : 44	Absent(s) : (5)
Secrétaire de séance :	Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY
M. Guy BERTIN.	

USINE D'EAU DE GENNES VAL DE LOIRE SITUÉE À SAINT MARTIN DE LA PLACE - CONVENTION DE LOCATION DU FILTRE À CHARBON AVEC VÉOLIA

En 2019, afin de pallier des problématiques de qualité d'eau du fait de la présence de bentazone et de métabolites de pesticides dans les eaux distribuées à partir de l'usine d'eau potable des Clérets située à St Martin de la Place, commune de Gennes Val de Loire, il a été décidé la mise en place provisoire d'un étage complémentaire de traitement à charbons actifs.

Ces travaux ont été confiés à la société Véolia, délégataire, par voie d'avenant intégrant une location annuelle du filtre à charbon. La société Véolia reste propriétaire du filtre.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le contrat de délégation de service public avec la société Véolia est terminé et l'exploitation de l'usine de St Martin de la Place a été confiée à la société Saur par délégation de service public.

Une interconnexion avec le réseau de Saumur étant en cours de création et le traitement à charbons actifs restant propriété de Véolia et ayant vocation à être provisoire, il a été fait le choix de ne pas intégrer la location de cet équipement dans la délégation confiée ; La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire assurant directement la location de ce filtre auprès de la société Véolia.

Acusé de réception en préfecture
02/03/2021 12:22:02 - M. A. D.
Date de démission : 17/02/2021
Date de réception en préfecture : 17/02/2021

Cette location est conclue pour une durée de 2 ans pour un montant annuel de location de 10 500 € HT incluant le montage et le démontage en fin de contrat. Ce contrat de location pourra cependant être dénoncé dès la mise en service de l'interconnexion et l'abandon de l'usine de production d'eau potable des Clérêts, le montant de la location étant alors au prorata des mois écoulés.

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par la délibération n°2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération n°2019-079 DC du 27 juin 2019 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire relative à la passation d'un avenant à la délégation de service publique avec la société Véolia pour le territoire de l'ancien SIAEA de St Martin St Clément;

Vu l'avis de la commission Cycle de l'eau du 4 février 2021 ;

Considérant l'obligation de distribuer une eau respectant les obligations réglementaires en matière de sécurité sanitaire;

Aussi,

Il est proposé au Bureau communautaire :

- **D'APPROUVER** le contrat de location d'un étage de traitement à charbons actifs auprès de la Société Véolia pour l'usine d'eau potable des Clérêts située à St Martin de la Place, commune de Gennes Val de Loire, pour une durée de 2 ans et un montant annuel de 10 500 €HT ;

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge du Cycle de l'eau à signer ladite convention et tout acte en découlant ;

- **D'AUTORISER** le Président à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 44 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	1 – Commande publique	1.3.2 - Convention
-------------------	-----------------------	--------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »